

amplifier et approfondir la réglementation et la libéralisation des échanges commerciaux. Mais tous ces efforts ne seront guère utiles si les Canadiens n'exploitent pas pleinement l'accès aux marchés obtenu dans le cadre des négociations internationales.

Les règles permettent de déblayer et d'ouvrir la voie vers la prospérité, mais elles ne font pas le commerce. Ce sont les entreprises qui font le commerce. C'est pourquoi le gouvernement s'est fixé comme troisième objectif de rationaliser et de dynamiser ses programmes de promotion du commerce extérieur, en tenant compte des résultats de l'examen de la politique étrangère et des nombreuses consultations parallèles tenues avec le secteur privé et les provinces au cours de la dernière année.

Nous redoublerons d'efforts à l'étranger pour faire en sorte que toutes les entreprises canadiennes reçoivent des informations pertinentes et actuelles sur les marchés, aient un accès assuré auprès des décideurs étrangers et bénéficient d'une défense efficace de leurs intérêts lorsque les autorités d'autres pays ne respectent pas leurs obligations commerciales internationales.

Pour ce qui est de la scène nationale, nous sommes déterminés à élargir le concept « Équipe Canada » de manière à en faire une formule, à la fois plus cohérente et plus intégrée, de coopération avec les provinces en vue de rendre les entreprises canadiennes plus « prêtes à exporter ».

Nous nous employons aussi à réorienter les programmes d'aide fédéraux pour encourager les petites et moyennes entreprises créatrices d'emplois à se lancer sur les marchés d'exportation, tout en améliorant par ailleurs leur accès au financement des exportations en stimulant la coopération à cet effet entre les banques privées et la Société pour l'expansion des exportations.

Afin de promouvoir la pleine participation du Canada à l'économie mondiale, qui fait de plus en plus appel au savoir, le gouvernement facilitera l'acquisition et le développement de technologies par les entreprises canadiennes, notamment par le biais d'une participation accrue à des alliances internationales de recherche et développement. Nous nous attacherons par ailleurs à faire activement connaître à l'étranger les atouts du Canada en matière scientifique et technologique.

Enfin, nous consacrerons davantage de ressources humaines à l'expansion des marchés à forte croissance de l'Asie-Pacifique et de l'Amérique latine, tout en ciblant plus finement nos efforts en Europe occidentale sur l'investissement, la technologie et les alliances stratégiques.

Monsieur le Président, élargir le cercle de nos partenaires du libre-échange à l'étranger, approfondir les règles internationales en fonction des intérêts du Canada, et renouveler